



Une nouvelle assemblée générale des délégué-e-s mandaté-e-s par les assemblées générales d'établissements s'est tenue ce mercredi 13 mars. Elle a rassemblé des délégué-e-s de 11 collèges et lycées de l'académie de Créteil.

Cette AG a permis de réaffirmer les revendications avancées lors des précédentes AG de délégué-e-s : augmentation générale des salaires par l'augmentation du point d'indice, abandon du projet de réforme des retraites, abrogation des réformes Blanquer des lycées, du baccalauréat, de ParcoursSup, de la loi ORE, retrait du projet de décret permettant à l'administration d'imposer une 2^{ème} HSA, abandon des suppressions de postes et création de tous les postes nécessaires...

Et ce d'autant plus que, ces dernières semaines, le gouvernement a annoncé de nouvelles réformes : projet de loi Blanquer dit « école de la confiance », projet de loi de « transformation de la fonction publique ». Suppression des CHSCT et des moyens pour fonctionner qui vont avec, remise en cause des prérogatives des CAP, menaces contre l'école maternelle, mise en place des « établissements publics des savoirs fondamentaux », remplacement des professeurs absents par des assistants d'éducation, volonté de faire taire la contestation sous couvert de loyauté envers l'institution, attaques violentes contre le statut de la fonction publique par la généralisation de la précarisation, privations de services publics entiers... la vérité oblige à dire que ces projets de loi sont synonymes de régression sur toute la ligne, ils doivent être retirés !

Avant les vacances d'hiver, le rejet de ces réformes, la détermination des collègues à obtenir satisfaction sur les revendications, se sont exprimés par, dans plusieurs établissements de l'académie, la reconduction de la grève après le 05 février, et par un rassemblement de 300 collègues devant le ministère le 12 février.

Les discussions lors de cette assemblée générale ont à la fois confirmé l'ampleur de l'offensive contre l'école, et la volonté chez les collègues de chercher les voies de la mobilisation. Morceaux choisis :

- Conséquences des DHG dans les établissements : de nombreux BMP sont menacés de suppressions (avec menaces de non réemploi des collègues contractuels), de nombreux postes basculeront en juin en complément de service...
- Les dispositifs d'inclusion (UPE2A, ULIS) sont de plus en plus menacés. Le rectorat a ainsi annoncé dans l'après-midi que les effectifs de ces unités ne seraient pas pris en compte pour calculer le nombre de postes d'administratifs, ce qui ouvre la voie à la suppression de postes dans les établissements !
- Les collègues d'un lycée ont décidé de lire une déclaration à l'entrée de tous les conseils de classe exprimant leur refus d'être associés à toute forme de sélection des élèves (de seconde pour les enseignements de spécialité, de terminale via ParcoursSup)
- Les collègues du collège J.Vilar de La Courneuve était massivement en grève ce mardi 12 mars pour l'abrogation des réformes.

Partout, des initiatives sont prises, pour rencontrer les parents et organiser la mobilisation commune, ou pour aller à la rencontre des collègues des établissements voisins et discuter ensemble des moyens d'action possibles.

**Nous en sommes tous convaincus : ce n'est pas la motivation des collègues pour se battre qui manque !
Il y a urgence, c'est maintenant que cela se joue !**

Les délégué-e-s présent-e-s ont fait état du fait que, réunis en assemblées générales d'établissements, les collègues commençaient à se saisir de la grève interprofessionnelle du 19 mars pour faire valoir leurs revendications.

L'assemblée générale des délégué-e-s mandaté-e-s propose de multiplier les assemblées générales dans les établissements, pour réaffirmer les revendications, et préparer le succès de la grève du 19 mars.

Elle décide de créer une adresse mail : agdelequescréteil@gmail.com, afin de centraliser les différentes motions, prises de positions, initiatives prises par les assemblées générales d'établissement et les faire circuler entre les délégué-e-s.